

## Conférence débat du 7 février 2008 – témoignage des participants

**Dominique Sireude, Responsable d'une entreprise artisanale d'installation électrique à Damville (Eure)**



« J'ai participé à la conférence organisée par **AEVA**, car je crois que les projets photovoltaïques disposent d'une grande marge de progression en Haute-Normandie. Aujourd'hui, je ne vise pas plus loin que le marché régional. Mais si l'on a la volonté de contribuer – à sa place – à la préservation de l'environnement, il y a de multiples initiatives à prendre. En tant qu'installateur électricien, je m'efforce d'adapter les nouveaux produits à tout type de construction, qu'il s'agisse d'immeubles ou de fermes, notamment à l'occasion des chantiers de rénovation qui me sont confiés. En matière de capteurs solaires, par exemple, nous sommes très en retard en France par rapport à l'Allemagne. De l'autre côté du Rhin, des régions rurales sont entièrement équipées. Le plus simple est d'opter pour la réinjection réseau. La solution équipement autonome n'est pas inenvisageable, mais les jeux de batteries dont nous disposons limitent la puissance installée : pas question de mettre un chauffage électrique derrière. Ou alors, il faut investir dans une génératrice. Les thèmes qui ont retenu le plus mon attention, sont les performances énergétiques, puisque l'on a parlé de l'optimisation des coûts de construction, ainsi que les solutions envisagées pour éviter les déperditions thermiques. »

**Catherine Salomon, Chef de programmes à la Direction de la promotion du Groupe Logement français – [www.logementfrancais.fr](http://www.logementfrancais.fr)**

« Les aspects techniques des réalisations présentées m'ont particulièrement intéressés. Le fait que les exposés aient porté sur des bâtiments du secteur tertiaire et non des logements est secondaire. Nos équipes ont l'habitude de réfléchir aux transpositions possibles : quelles sont les innovations architecturales ou les évolutions technologiques que nous pouvons reprendre ou adapter ? Nous savons que les innovations sont plus difficiles à réaliser dans le secteur du logement social qui plus est, car là, les locataires restent plus longtemps que dans un logement privé. Lorsque l'on doit exploiter un immeuble pendant 50 ans, on s'attache à ce que ses coûts d'exploitation soient les plus faibles possibles.

Ainsi, nos équipes techniques sont présentes dès le stade du permis de construire et posent des questions sur les performances et l'entretien des installations techniques et des matériaux envisagés. Cela dit, si le secteur du logement social est plus figé, cela ne l'empêche pas d'être pionnier en HQE. Par exemple, nous avons déjà expérimenté des chaufferies collectives au gaz, très performantes. Mais il faut toujours penser à aller de l'avant. Les conseils délivrés en matière de bonne gestion de l'ensoleillement et d'éclairage des surfaces d'**AEVA** peuvent nous aider à améliorer nos réalisations. »



« La notion de coût global, évoquée par les intervenants, nous intéresse. Nous essayons de l'appréhender en permanence. Comme l'UCPA est attachée au développement durable, je ne suis pas fermé à un investissement initial supplémentaire, si j'ai la possibilité de récupérer ma mise dans le temps, grâce à des coûts de maintenance et d'exploitation minorés. L'important mais aussi le plus difficile est de faire le bon choix au départ. Les matériaux choisis se révéleront-ils faciles d'entretien à l'usage ? Et cela pour une simple raison : ces équipements, nous sommes appelés à les gérer pour des périodes de quinze à vingt ans, parfois plus. Je plaide pour que les réalisations respectueuses de l'environnement se fassent à un coût raisonnable.

Là, c'est le côté social de notre association qui resurgit. Il serait temps de réintroduire les possibles économies d'échelle dans le raisonnement, car nous sommes loin d'un marché de niche. Autrement dit, je crois que la philosophie d'**AEVA** est partagée par un grand nombre d'intervenants. Donc, cette approche innovante devrait être rentable, raison de plus pour ne payer de surcoûts excessifs. Il faudrait que les constructions labellisées HQE soient accessibles au plus grand nombre. À mon sens, ce devrait être une préoccupation commune des architectes, des industriels et des pouvoirs publics. »